

liaisons

N° 8
SPECIAL

GREVES

1961-0961

— PERIODIQUE —

LIAISONS: B. P. 12 IXELLES

1050 BRUXELLES

Les récents mouvements de grève peuvent illustrer à nos yeux la fragilité du système économique, se manifestant aussi par une répression féroce de tous les mouvements de revendication.

Si la bourgeoisie belge ne craint pas la contestation étudiante, qui en Belgique a été complètement récupérée par les organismes de participations bidons, par contre elle se méfie instinctivement de toute tentative de lutte ouvrière. Les mineurs du Limbourg, les ouvriers de Clabecq, de Caterpillar, de Michelin, de Nestor Martin, de Citroen, ... se sont trouvés confrontés à chaque fois, non seulement avec le patronnat, mais également avec le syndicat, allié à la gendarmerie.

La crise économique est latente. L'incapacité politique de l'équipe gouvernementale est manifeste.

Il y a dix ans, le prolétariat belge s'était soulevé et avait failli balayer le pouvoir bourgeois. Les capitalistes ont retenu la leçon, et Eyskens -déjà chef du gouvernement à l'époque- n'est pas prêt à commettre les mêmes erreurs.

Périodique

Edité par

LIAISONS

janvier 1971

Nous croyons utile d'essayer de restituer un historique des événements de 60-61. Notre analyse politique cherche surtout à mettre en évidence les mouvements organisationnels du prolétariat en lutte, et non à proposer une LIGNE POLITIQUE, qui à nos yeux serait stéréotypée et aboutirait à reconnaître l'efficiencie des chapelles politiques traditionnelles qui fractionnent le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Nous sommes conscients aussi que cette étude présente un certain nombre d'imperfections. Les critiques, les remarques seront les bienvenues.

Les Grèves 60 - 61 en Belgique

Nous publions ce cahier en collaboration avec l'équipe

LIAISONS (BP 12 Ixelles 2)

Documents de Travail :

Fournis par les bibliothèques de L'Alliance
de l'Institut Enile Vandervelde
du Soir

Témoignages : extraits de Socialisme ou Barbarie n° 32

SOMMAIRE

	<u>Page</u>
A. 10 ans après : quelques préliminaires	1
- la grande grève	
- grève révolutionnaire	
- révolution manquée ou trahie	
- 10 années se sont écoulées	
B. Analyse : les causes de la grève	7
C. La grève au jour le jour	10
- premières grèves	
- première semaine de grève	
- la marche en avant	
- la récupération	
- la fin	
D. Témoignages sur le déroulement de la grève	17
E. Quelques remarques	20

GREVES 60 - 61

EN BELGIQUE

A. 10 ANS APRES : QUELQUES PRELEMINAIRES

+++++

1. LA GRANDE GREVE

a) Il est excessivement difficile de tirer des conclusions, non pas que nous manquions de documents, d'informations ou même de témoignages, mais il est toujours délicat de vouloir formaliser par la suite ce qui fut action directe, voire révolution, mais donc toujours changement dans le combat quotidien que menèrent les travailleurs.

Nous pouvons affirmer aujourd'hui, et les faits qui ont été exposés ci-après le prouvent de façon suffisante, la trahison syndicale ou plutôt la prise de conscience de nombreux travailleurs à l'égard du rôle exact joué par les syndicats dans le conflit.

Bien que l'analyse des diverses prises de positions des organisations politiques et syndicales traditionnelles ne reflète en rien l'exact déroulement des événements, les éléments de l'action ouvrière et révolutionnaire se produisant à l'extérieur des structures sclérosées des partis "ouvriers", il faut néanmoins tenir compte de l'impact qu'ont pu avoir les mots d'ordre diffusés par ses organismes sur le déroulement du combat ouvrier grâce notamment à leur presse, aux meetings, aux communiqués émanant des organismes bureaucratiques représentant abusivement la classe ouvrière.

Le rôle de l'information est important pour le déroulement d'un conflit révolutionnaire. Le combat ouvrier, s'il se limitait uniquement au contrôle des entreprises, à l'autogestion même

risquerait de rester incompris si les moyens d'information ne passaient pas également sous le contrôle démocratique de l'ensemble des travailleurs.

b) En 60-61, le mouvement révolutionnaire ouvrier n'a pas pu se créer des organes d'expression autonomes. Toutes les déclarations, prises de position émanent de milieux officiels, et ne reflètent donc que fort peu l'état d'esprit de l'ensemble des travailleurs, l'exacte vérité du déroulement des événements.

Les comités de grève, organes locaux de lutte ouvrière, restèrent sans aucune coordination effective. La circulation des informations se fit par l'intermédiaire des structures syndicales, qui furent loin d'assumer un rôle de coordination véritable, isolant ainsi les divers points de combat.

Bien sûr, nous ne négligeons nullement les tentatives spontanées de liaisons établies par quel que travailleurs révolutionnaires. Mais leur action resta sans grande portée face aux moyens de propagande mis en oeuvre par les organismes bureaucratiques : la Démocratie Chrétienne, la Social-Démocratie réformiste, le syndicalisme renardiste, le P.C.

2. GREVE REVOLUTIONNAIRE.

a) L'arrêt total de l'économie pendant un laps de temps assez long peut-être considéré comme un moment révolutionnaire. Le sabotage des moyens de communication chemin de fer, routes, marque en fait le début de l'insurrection.

Tous ces faits furent minimisés par la presse bourgeoise qui ne vit dans ces événements qu'un accident de parcours. La volonté de changement était certaine, mais l'absence de réelle coordination autonome des travailleurs en lutte freina toute possibilité d'étendre le radicalisme des militants révolutionnaires.

b) Par contre, une menace avancée par Renard reçut la publicité voulue : l'abandon de l'outil.

Renard utilisa ce mot d'ordre pour détourner l'attention des travailleurs du véritable combat à mener : l'occupation des lieux de travail, la gestion autonome des entreprises. L'abandon de l'outil signifiait l'extinction des hauts-fourneaux et ne concernait dès lors qu'une partie des grévistes : les métallurgistes. Cette menace, effectivement, était radicale, car son application aurait signifié une perte sèche pour les capitalistes, mais aussi pour les travailleurs; et cela pendant de nombreux mois (le rallumage d'un haut fourneau nécessitant plusieurs mois de préparatifs). De plus, l'emploi de cette tactique désespérée aurait pu se concevoir en cas de régression du mouvement revendicatif prolétarien, mais jamais le mouvement ouvrier belge ne s'était exprimé avec autant de force qu'à cette époque-là.

Mais que penser d'un "leader syndicaliste" prônant des solutions radicales, alors qu'il savait pertinemment bien que jamais celles-ci ne seraient décidées par l'appareil dont il était le représentant ? Renard a trompé les travailleurs. Il a joué son rôle : démobiliser les ouvriers, en leur offrant des objectifs qu'ils savaient irréalisables, en leur faisant croire que le mouvement régressait et qu'il fallait discuter au sommet uniquement. Ainsi, plus d'un million de travailleurs firent grève, et les cadres dirigeants des syndicats, du Parti Socialiste, du P.C.B. ne purent proposer que la discussion avec l'appareil étatique contesté, ridiculisé par les travailleurs.

c) Pouvons-nous encore accepter de minimiser un tel phénomène révolutionnaire ? La gauche socialiste de l'époque contribua, elle aussi, à entretenir l'équivoque. D'une part, les militants de "La Gauche" restèrent au P.S.B. ensuite, bien que reconnaissant la trahison syndicale, ils cherchèrent à renforcer l'appareil bureaucratique syndical par "un meilleur contrôle des permanents syndicaux".

Grève révolutionnaire, donc, qui prit tous les Etats-majors politiques au dépourvu. La social-démocratie ne l'utilisa au début que comme arme électorale. Depuis lors, bien qu'il n'ait pas augmenté son nombre de sièges au parlement, le P.S.B. est devenu un réel et indispensable partenaire gouvernemental.

3. REVOLUTION MANQUEE ou TRAHIE ?

a) Les travailleurs en lutte, ceux de Liège, de Charleroi, de Gand, d'Anvers, menèrent dès le début une action radicale contre le pouvoir établi. L'extension du conflit à d'autres secteurs se fit quasi spontanément. La campagne d'informations du PSB contre la loi unique s'inscrivait uniquement dans un cadre pré-électorale.

En fait, beaucoup de travailleurs ignoraient le contenu de la loi Eyskens - la presse réactionnaire l'a suffisamment démontré -. Le mécontentement naissait d'ailleurs, cause souvent indéfinissable.

C'est ce courant indéterminé qui se retrouva tant en Wallonie qu'en Flandre; bien que les politiciens du fédéralisme wallon aient toujours voulu minimiser le mouvement revendicatif des travailleurs flamands.

Bien sûr, il y eut la déclaration de Van Roey, archevêque de Malines-Bruxelles, condamnant la grève et ordonnant aux travailleurs chrétiens de reprendre le travail. Cet appel permit à la Démocratie Chrétienne (CSC) de prendre position officiellement contre la grève.

Mais il suffirait de rappeler l'intervention des dockers anversoïses contre les bureaucraties syndicales, les manifestations radicales de Gand pour mesurer le véritable impact des syndicats cléricaux et socialistes sur les masses ouvrières flamandes.

Cette évolution s'est faite de plus en plus nette dans les derniers temps, la déchristianisation s'accroissant encore avec la crise universitaire.

Cette première tentative de diviser le front de lutte des travailleurs entre chrétiens et non-chrétiens fut suivie par les déclarations fédéralistes de Renard.

b) Non pas que nous soyons anti-fédéralistes, au contraire !, mais le fédéralisme wallon à la Renard était réactionnaire. A la concentration capitaliste, répondant à des lois économiques rigoureuses, répondre par le fédéralisme politique wallon était encore bernor les travailleurs et rompre le front commun des luttes de classe.

Il serait facile aussi de prétendre que le fédéralisme wallon de Renard démobilita de nombreux travailleurs flamands. Effectivement, ceux-ci n'avaient plus aucun intérêt à suivre des dirigeants syndicaux qui manifestement ne défendaient plus les revendications ouvrières. Or il est curieux de constater que le même phénomène s'est produit en Vallonie, la reprise du travail coïncidant avec les mots d'ordre fédéralistes.

c) Il y aurait bien des leçons à tirer de cette grève qui pour nous fut révolutionnaire.

Révolutionnaire, parce que effectivement le pays fut paralysé pendant plusieurs jours, et que le pouvoir resta incapable de réagir de manière efficace pour contrer le mouvement.

Si, à court terme, nous ne pouvons parler de victoires prolétariennes dans ce conflit (bien que le PSB et le PCB aient récupéré quelques voix supplémentaires aux élections législatives de 1961), il s'avèrera peut-être que 60-61 sera considéré comme le prélude à une nouvelle ère de lutte : la classe ouvrière, pour défendre ses intérêts, affronte non seulement le patronat, mais également les syndicats infodés au régime bourgeois.

Au cours de la décennie 1960-1970, des mouvements de lutte se sont organisés de manière autonome, en dehors de l'appareil syndical. Pourtant, l'influence de la bureaucratie syndicale reste encore prépondérante sur les lieux de travail et son pouvoir financier n'est pas à négliger. La tendance générale de ces luttes commencées en 60-61 fut l'organisation quasi-spontanée à la base.

Seulement en aucun cas, l'autonomie de l'organisation ne fut de longue durée, donc réelle. Ces tendances doivent pourtant être signalées : que ce soit en 61, à Zwartberg, à la F.N., à Genk, dans le Limbourg, le départ de la lutte ne fut jamais donné par les syndicats et, bien souvent, les mouvements revendicatifs se virent récupérés au profit de l'organisation syndicale beaucoup plus structurée - et donc intégrés au régime et canalisés -.

d) L'organisation autonome des travailleurs se heurtera toujours aux impératifs de l'information, du financement des fonds de combat et de la coordination entre les divers points de lutte. Certains ont prétendu que seul le syndicat était à même de remplir un tel rôle. Il est évident que cette affirmation est démentie par les faits. (cf Liaisons BP 12 Ixelles 2 qui relate les derniers conflits sociaux à Michelin, Citroën, à Liège)

Faut-il dès lors encore avancer le mythe des Conseils Ouvriers, ou se cantonner simplement dans une recherche d'un hypothétique syndicalisme révolutionnaire ? Le problème ne semble plus complexe qu'une simple opposition entre deux formulations opposées d'une idéologie commune : la conquête du pouvoir par le prolétariat, pour instaurer une société nouvelle, égalitaire, non aliénante.

En effet, la lutte de classe, bien que décrite par certains théoriciens du marxisme contemporain, reste présente malgré les transformations technocratiques du système d'exploitation capitaliste. La formulation d'une théorie cohérente basée sur le conseillisme devrait tenir compte du processus de maturation psycho-sociale des travailleurs en lutte.

Dans les formes nouvelles de lutte qui s'annoncent, où le prolétariat devra s'opposer à la fois au patronat et à son allié le syndicat, l'autonomie du mouvement révolutionnaire des travailleurs devra se forger dès le début et se maintenir surtout grâce à l'appropriation collective des moyens d'approvisionnement, de communication aussi. Si par le passé, l'argent du syndicat servait à soutenir le mouvement de grève, aujourd'hui il faudra envisager dès le début du mouvement à s'en passer et de rechercher de nouvelles formes de financement.

En 60-61, la paralysie totale de l'économie aurait permis une reconversion de type socialiste d'une importante partie de l'industrie. Mais les travailleurs n'organisèrent pas leur autonomie radicale et dès lors, de par la confiance - même minime et sentimentale - encore accordée aux syndicats, la marche en avant se mua en attente d'abord, en défaite ensuite.

4. 10 ANNEES SE SONT ECOULEES

Le rôle réformiste des syndicats s'est confirmé. Major est devenu ministre du travail, dans un gouvernement "social" (comme le déclarait Leburton, ministre "socialiste" de l'économie, alors que les gendarmes de Mr Vranckx, autre socialiste, chargeaient les mineurs en grève dans le Limbourg), gouvernement présidé par Mr EYSKENS, l'ennemi de 60-61.

Mr Renard aurait-il résisté aux compromissions ?

Durant la grève de 60-61, il s'évertua à cacher la vérité aux travailleurs. Il mena le mouvement revendicatif et révolutionnaire des travailleurs vers l'impasse du fédéralisme wallingant, ôtant toute perspective de lutte de classe réelle contre l'exploitation capitaliste.

Les travailleurs réclamaient une marche sur Bruxelles, alors que l'Etat policier était dépassé, les syndicalistes s'esquivèrent en proposant la menace démagogique d'abandon de l'outil - isolant ainsi les travailleurs les plus revendicatifs de leurs camarades. Le PSB et le PC limitèrent leurs interventions à des parlottes parlementaires, alors que les militants de base menaient dans leurs entreprises une véritable action révolutionnaire.

Beaucoup d'entre eux quitteront le parti après les événements de 60-61, ou rejoindront l'action stérile de l'opposition de "gauche" à l'intérieur du parti, animée par les militants trotskystes, ces éternels utopistes rêvant de prendre la "direction" d'un mouvement de masse.

Les travailleurs se sont battus, les idéologues en tirant les profits.

Le Parti socialiste atteint son objectif : la chute du gouvernement, et devient par son influence sur la classe ouvrière l'interlocuteur indispensable pour former un nouveau gouvernement. Spaak sera hissé au-devant de la tribune politique, confirmant ainsi l'étroite collusion de la direction social-démocrate avec les intérêts américains. Triste bilan.

Mais faut-il désespérer, alors que le mouvement ouvrier se fait aujourd'hui plus combatif ?

Prélude d'une nouvelle grève générale révolutionnaire : dans le Limbourg les mineurs organisent la lutte de manière autonome et saccagent les permanences syndicales; le mouvement s'étend : Ford-Genk, Général Loton, Michelin, Clabecq, FN, Citroën, Cockerill,

B. ANALYSE : LES CAUSES DE LA GREVE

Il est indiscutable que la grève de 60-61 restera une étape importante dans l'histoire du mouvement ouvrier belge. Le déroulement des grèves confirme le rôle attentiste de la FGTB aux yeux de bon nombre de travailleurs.

Le P.S.B. se désagrégea à la suite des grèves, bien que l'opposition de gauche attendit 1964 pour quitter le P.S.B. En Belgique, l'intégration officielle des syndicats au régime bourgeois date de 1948, où une loi sur l'organisation de l'économie associe les organisations syndicales à certaines décisions en matière économique. Depuis lors, divers organismes, dont le Conseil Central de l'Economie, ont été constitués, où les technocrates syndicaux rencontrent "pour concertation" les représentants gouvernementaux, le patronat et les délégués de la haute finance.

En octobre 1954, la F.G.T.B. avait clairement défini ses objectifs en matière de restructuration économique; on y parlait entre autre de planification souple (sans appropriation publique des moyens de production!).

En octobre 1956, le Congrès National de la F.G.T.B. ratifiait le projet "Holdings et démocratie économique", dans lequel il est question de gestion paritaire (parité des pouvoirs de gestion et de représentation avec les chefs d'entreprises) et de la nationalisation de l'industrie charbonnière.

Ce programme réformiste, profondément édulcoré, sera présenté par l'assemblée des élus socialistes de Wallonie, réunis à Saint-Servais le vendredi 13 janvier 1961, comme base de discussion possible avec le gouvernement, alors que depuis 4 semaines, les travailleurs en grève réclamaient des mesures radicales.

A la fin 1956, le 18 décembre, les syndicats acceptent le blocage des prix préconisé par le gouvernement socialiste-libéral. Cet accord entre syndicats et patronat sera ratifié le 18 mars 1957, malgré l'agitation ouvrière dans le bâtiment et la métallurgie. Plus de 200.000 grévistes revendiquent le paiement par les employeurs de 3 jours de carence et un double pécule dans la deuxième semaine de vacances.

L'accord réalisé au sommet, accordant seulement 2% d'augmen-

tation, sera considéré par les travailleurs comme une trahison de la part du ministre socialiste assurant l'arbitrage.

En 1958, le P.S.B. connaît une première défaite politique sur le plan électoral. Au congrès du P.S.B., un fait particulier de l'opposition à la bureaucratie, marquant un désaveu à Van Acker: la salle debout entonne l'Internationale, tandis que Van Acker ainsi que certains membres du bureau politique s'abstiennent et restent assis.

Le climat social se dégrade fortement, en novembre 1958: grèves sauvages (non autorisées) dans le secteur Gazélec, dans les tramways. L'agitation sociale s'étend au Borinage, où, là encore, les travailleurs partent en grève spontanément contre les projets de fermeture de plus de la moitié des sièges du bassin charbonnier. Contrainte et forcé, la F.G.T.B. soutient timidement l'action des mineurs.

Malgré la solidarité, toujours spontanée, de quelque 100.000 métallos, du Centre, en grève le 20 février 1959, les syndicats brisent le mouvement des mineurs suite à un vague accord conclu avec le gouvernement qui "promettait de créer des possibilités d'emploi..."

Le 23 mars, 25.000 ouvriers des textiles gantois cessent le travail. En juin 1959, l'industrie de réparation des navires à Anvers fait grève pendant 16 semaines. La F.G.T.B. propose, quant à elle, une Conférence nationale économique et sociale.

Cette énumération un peu sèche des événements pourrait faire comprendre concrètement le fossé existant entre les travailleurs en lutte et la bureaucratie syndicale.

Un profond mécontentement régnait en Wallonie. Les menaces de fermeture de charbonnages, le chômage dû à la récession économique, le blocage des salaires dans la métallurgie, furent des facteurs dont usèrent l'opposition socialiste et la F.G.T.B. pour enfin organiser leur journée de revendication, le 29 janvier 1960.

L'A.C.S. (l'organise le mouvement; le programme revendicatif de la F.G.T.B. sera présenté au gouvernement. Mais le 2 mars, l'action spontanée renaît dans le Borinage. La grève durera 15 jours dans les charbonnages. Les syndicats bernent une nouvelle fois les mineurs avec de vagues promesses.

(1) L'Action Commune Socialiste.

Regroupe le P.S.B., la F.G.T.B., les mutualités socialistes, les coopératives et la P.S.

Pour gravir les échelons de la hiérarchie au sein de la bureaucratie social-démocrate, il faut être membre des cinq organismes précités.

Le 11 mai, l'accord de programmation sociale est signé par les syndicats, qui s'engagent à renoncer à toute autre revendication de nature sociale au niveau national. Renard défendra l'accord social malgré l'opposition des militants de base. Et en juin, les mineurs repartent en grève: Trazegnies. Bien sûr, logiquement, la F.G.T.B. casse la grève.

La Loi Unique.

La loi unique fut décidée par le gouvernement pour appliquer une politique d'austérité, faussement justifiée par les répercussions des événements du Congo.

Elle associait, au sein d'une même loi, la réforme de l'Assurance-Maladie-Invalidité, le précompte, le statut des agents communaux, afin de régler en une fois une série de problèmes très divers.

Le projet de loi fut déposé le 4 novembre 1960; il comprenait 7 parties: l'Expansion économique - L'emploi et le travail - La prévoyance sociale - Les pouvoirs régionaux - La réforme administrative - Les dommages de guerre - La fiscalité d'Etat.

Le mécontentement suscité par certaines prises de position politiques et syndicales (le 6 novembre, le Bureau Exécutif de la C.G.S.P. prend position contre le projet de loi), est dû surtout, à la réglementation du chômage adoptant les solutions préconisées par le patronat, à la réglementation arbitraire de l'AMI, et au statut des agents communaux: traitements, recul de l'âge de la pension, augmentation des retenues.

La première manifestation contre la Loi Unique sera organisée le 8 octobre à Anvers.

La C.G.S.P. annonce une grève pour le 17 octobre. Mais la veille de cette grève, le gouvernement fait savoir qu'il ne touchera pas aux droits acquis par les agents en service.

La grève sera décommandée par le syndicat.

Par contre, dès le 6 octobre, les mineurs brains cessent effectivement le travail, et protestent contre l'annonce de la fermeture des puits Sainte-Catherine à Dour.

Le 19 octobre une manifestation est organisée à Bruxelles.

Par contre, dès le 6 octobre, les mineurs brains cessent effectivement le travail, et protestent contre l'annonce de la fermeture des puits Sainte-Catherine à Dour.

Le 19 octobre une manifestation est organisée à Bruxelles.

Par contre, dès le 6 octobre, les mineurs brains cessent effectivement le travail, et protestent contre l'annonce de la fermeture des puits Sainte-Catherine à Dour.

Le 19 octobre une manifestation est organisée à Bruxelles.

Par contre, dès le 6 octobre, les mineurs brains cessent effectivement le travail, et protestent contre l'annonce de la fermeture des puits Sainte-Catherine à Dour.

Le 19 octobre une manifestation est organisée à Bruxelles.

Par contre, dès le 6 octobre, les mineurs brains cessent effectivement le travail, et protestent contre l'annonce de la fermeture des puits Sainte-Catherine à Dour.

Le 19 octobre une manifestation est organisée à Bruxelles.

Par contre, dès le 6 octobre, les mineurs brains cessent effectivement le travail, et protestent contre l'annonce de la fermeture des puits Sainte-Catherine à Dour.

Le 19 octobre une manifestation est organisée à Bruxelles.

Par contre, dès le 6 octobre, les mineurs brains cessent effectivement le travail, et protestent contre l'annonce de la fermeture des puits Sainte-Catherine à Dour.

Le 19 octobre une manifestation est organisée à Bruxelles.

Par contre, dès le 6 octobre, les mineurs brains cessent effectivement le travail, et protestent contre l'annonce de la fermeture des puits Sainte-Catherine à Dour.

C. LA GREVE AU JOUR LE JOUR

+++++

1. Premières grèves.

Le 21 novembre, la FGTB organise un arrêt de travail de 2 heures à Liège. Au d'un meeting, Renard propose une concentration du bassin liégeois pour le 15 décembre, date du mariage royal.

Le 29 novembre, de nouveaux débrayages sont organisés par la FGTB : 1 heure de grève !

Le 13 décembre, les travailleurs gantois se mettent spontanément en grève, malgré les exhortations des syndicats; le 14, de nouveaux mouvements de grève se produisent. A Liège : 50.000 travailleurs en grève. Au cours d'un meeting, la foule scande de manière enthousiaste : "grève générale".

Mr Renard, que l'on croyait mandaté par les travailleurs, recule, le principe devant être accepté par le Comité National de la FGTB. Cette attitude est caractéristique de Renard, qui se retranche derrière une instance supérieure, sachant très bien que le C.N. DE LA FGTB refusera de ratifier le principe de grève générale. Effectivement, il ne la décrètera jamais, laissant cette décision aux centrales et régionales. Mr Renard connaissait le position du C.N. Dès le début du mouvement, Renard joue donc un rôle trouble. Cela s'accroîtra par après.

2. 1ère semaine de grève.

Lundi 19

à Charleroi, les ACEC partent en grève sous l'impulsion du comité syndical de base noyauté par les militants communistes révolutionnaires (ne pas confondre ces camarades avec les prises de position du PC, nettement réformistes).

A Liège, les travailleurs d'Espérance-Longdoz, de Cockerill partent également en grève, malgré les manoeuvres du Comité Provincial des Métallurgistes.

Le personnel enseignant, par l'intermédiaire de la CGSP menace de partir en grève.

Mardi 20

début de la discussion du projet de la Loi Unique à la Chambre des Représentants. Dejace (P C) propose une grève du parlement et de refuser de discuter le projet.

Pendant qu'on discute à la Chambre, la grève s'étend : les communaux CGSP emboîtent le pas aux Métallos. La grève est générale

dans les Administrations où le Maire est socialiste; les agents de la voirie concernés directement sont les plus radicaux dans ce secteur.

A Anvers, le syndical libéral approuve le mouvement. Le port est complètement paralysé, à la suite de la baisse de courant. Les dockers brisent les vitres et réfoncent les portes du syndicat socialiste. Malgré ce désaveu, les bonzes syndicaux osent encore leur demander de rester au travail.

A Liège, Cockerill-Ougrée, Espérance-Longdoz, les Tubes de la Meuse, Phoenix-Works, et d'autres usines du bassin débrayent complètement, et cela contre la volonté de la plupart des délégués syndicaux. A Cockerill-Ougrée, à la suite d'une intervention des délégués syndicaux la nuit, le travail reprendra sporadiquement jusqu'au lendemain. A Liège toujours, les délégués syndicaux organisent des assemblées générales dans les boîtes en grève, ils cherchent à imposer des mots d'ordre d'attente et de discipline. La réplique ouvrière est radicale: les travailleurs organisent des manifestations spontanées et étendent le mouvement de grève.

A Charleroi, sous l'impulsion des militants communistes de base (désapprouvés d'ailleurs par le bureau politique du P C), les ACEC décrètent la grève au finish. Le mouvement s'étend aux Aciéries et Minières de la Sambre, aux Ateliers Germain, aux Hauts-fourneaux Thy-le-Château, à la Tréfilerie de la Providence... Des heurts avec la gendarmerie se produisent, à la suite des manifestations.

La SNCB suit le mouvement.

La FGTB est obligée d'intervenir et lance un appel au calme !!

" C'est aux instances régulières qu'il appartient de prendre toutes dispositions et décisions. Il faut attendre des mots d'ordre précis "

Bien entendu, ces mots d'ordre n'arriveront jamais. Heureusement, les travailleurs continuent le mouvement, qui tend par la volonté de la base, à la grève générale de caractère nettement révolutionnaire.

Mercredi 21

Le secteur Cheminot de la CGSP est obligé de ratifier l'état de fait sous l'impulsion de sa base: grève générale.

L'enseignement et Gazelco déposent un préavis de grève.

A Gand, le port est complètement paralysé. Le textile est en grève. A Liège, la grève est quasi-générale. Les grands magasins travaillent encore.

Dans la région de Charleroi, les agents SNCB abandonnent les cabines de signalisation et renforcent la paralysie du réseau ferroviaire dans le Centre.

Judi 22

Le Bureau National de la FGTB se réunit pour la première fois et s'en remet aux Centrales et aux Régionales pour décréter le mouvement de grève générale.

On apprend que le Parlement sera mis en vacances jusqu'au 3 janvier. Major, Secrétaire Général de la FGTB, propose des négociations à la Chambre.

Mais partout dans le pays, les travailleurs étendent la lutte : à Anvers, le port est complètement immobilisé; le courant à basse tension est coupé.

A Liège, la grève générale s'étend aux tramways, à Gazolco, aux grands magasins, à la SNCB, à la RTT. Les journaux ne paraissent que sur 4 pages.

A Charleroi, la grève est totale dans la métallurgie, la sidérurgie, les charbonnages.

A Namur, la gare est immobilisée, les magasins, les autobus sont en grève.

A Gand, la Régie Electrique cesse le travail et provoque le chômage de plus de 30.000 travailleurs.

A Verviers, plusieurs secteurs industriels rejoignent le mouvement dans le courant de la matinée.

Vendredi 23

4ème jour de grève. Le mouvement s'étend en Vallonie, à Bruxelles, en Flandre, dans le Limbourg.

La CSC entreprend des pourparlers avec le premier ministre. Le cardinal Van Roey, primat de Belgique, lance son appel et ordonne aux travailleurs chrétiens de reprendre le travail.

A Namur se constitue le Comité de Coordination des Régionales Wallones FGTEB.

Les forces armées commencent à occuper les points névralgiques. Dans la région de Namur se produit le premier sabotage de la grève.

A Charleroi, les travailleurs des ACEC revendiquent la marche sur Bruxelles.

Samedi 24

Le gouvernement multiplie les mesures de sécurité. A la suite d'un appel aux soldats La Vallonie est saisie.

La grève se durcit dans les régions flamandes : Limbourg, Anvers, Gand, Louvain, Furnes, malgré l'appel de Van Roey. Cependant, cette intervention du cardinal dans les affaires politiques procurera aux responsables syndicaux de la CSC un argument supplémentaire pour continuer le débauchage de la grève dans les Flandres.

Les sabotages se multiplient (Andenne,..)

3. La Marche en Avant

Dimanche 25

Noël calme, malgré de nouveaux sabotages. Les piquets de grève sont renforcés devant les boîtes, révélant la volonté inébranlable des travailleurs de continuer la lutte.

Lundi 26

Des unités militaires sont rappelées d'Allemagne. La grève se renforce sur le terrain. La Cité annonce que la FGTEB désirerait engager des négociations. Effectivement, Smet, président de la FGTEB, confirme le refus de déoréter la grève générale.

Mardi 27

La grève se renforce à Bruxelles, à Vilvorde, dans le Brabant wallon. De grandes manifestations se déroulent dans de nombreuses villes du pays : Liège, Namur, Charleroi, Louvain; La Louvière rassemble plus de 20.000 grévistes; à Bruxelles, plus de 10.000 manifestants sont dénombrés.

M. Cool, faisant allusion aux propos de Van Roey, déclare : " Nous regrettons que certaines personnalités du pays aient témoigné jusqu'à présent de confiance dans les dirigeants de la CSC. "

Mercredi 28

à Gand, des heurts violents se produisent devant la RTT entre grévistes et gendarmerie. A Bruxelles, la grève s'étend aux tramways.

La FGTEB d'Anvers, sous la pression de la base, et pour reconnaître un état de fait, décrète enfin la grève générale.

De nombreuses manifestations se déroulent encore dans le pays : à Quaregnon, Mons, Charleroi, Huy, Wareme, Bruxelles, où des autobus non-grévistes sont lapidés, Liège où la gendarmerie opère quelques arrestations.

Des débrayages se produisent encore à Courtrai, Ypres, Alost, Bruges, Tongres, Tirlemont : les travailleurs flamands, malgré les manœuvres de la CSC et le silence de la direction FGTEB, suivent spontanément le mouvement.

La grève générale est décrétée dans l'industrie du livre; la CGSP lance un mot d'ordre identique pour le secteur Radio-TV.

Jeudi 29

L'ACS prend une position spectaculaire : il faut organiser des meetings et des manifestations pour "entretenir le moral des grévistes" !!!

Le roi, interrompant son voyage de noces en Espagne franquiste, rentre au pays.

Les deux faits méritent d'être rapprochés : l'ACS, en parlant d'entretenir le moral des grévistes, tente de faire croire que celui-ci est pessimiste et augure d'une défaite prochaine, alors qu'effectivement les pontifes du régime doivent recourir à l'arbitrage royal pour prendre les mesures propres à endiguer la lutte révolutionnaire des travailleurs.

Par contre, à Anvers, plus de 30.000 manifestants défilent malgré le manque d'instructions données par le syndicat.

A Bruxelles, 10.000 manifestants défilent dans les rues et s'attaquent aux banques, aux bus, au tri postal. Les grands magasins suivent le mouvement.

La FGTEB de Renaix est obligée de décréter la grève générale.

Vendredi 30

Le durcissement de la volonté de lutte des travailleurs. A Bruxelles un ouvrier est assassiné par la gendarmerie au cours d'un engagement devant la gare centrale.

Liège: les grands magasins débrayent complètement.

A Charleroi, 30.000 manifestants chantent la Marseillaise, scandent " Vive la République " et réclament la marche sur Bruxelles. Des barricades sont placées sur les routes, les journaux de droite sont détruits.

L'utilité de l'organisation syndicale apparaît à de nombreux travailleurs : arguant des difficultés financières, la FGTB refuse de payer les indemnités de grève. Plusieurs locaux syndicaux seront saccagés à Liège, Charleroi, Anvers. Finalement, la FGTB paiera les grévistes en-dessous du taux prévu.

Samedi 31

à Namur, les grévistes manifestent dans la rue...contre la FGTB. pour réclamer les indemnités de grève.

D'autres manifestations ont lieu à Bruxelles, à Liège, dans le Borinage. La Centrale des Métallurgistes décrète la grève générale pour le mardi 3 janvier.

3. La Récupération

Dimanche 1er et lundi 2 janvier 1961

Jours fériés, les piquets de grève restent en place. Le pays est pratiquement sans électricité. Pas de trams, de cinémas, de théâtres.

Réveillon de combat pour de nombreux travailleurs.

Mardi 3 janvier 61

Les socialistes agitent la possibilité du fédéralisme. Cette manœuvre politique, arme stratégique pour le grenouillage parlementaire, sera malheureusement prise au sérieux et, sous l'impulsion de Renard, détournera le mouvement de la lutte révolutionnaire.

A Anvers, de nouveaux incidents se produisent.

Grandes manifestations prouvant la combativité ouvrière à Gand, Grammont, Bruges, Ninove, Nivelles, Tournai, Namur, Warehne, Mons Liège, Bruxelles.

Renard, dans un discours à Yvoz-Ramet précise son vague fédéralisme et lance son allusion de l'abandon de l'outil, abandonnant par là la revendication ouvrière de Marche sur Bruxelles.

Le soir, une voiture-radio FGTB parcourra les rues de la commune demandant aux ouvriers de continuer l'entretien des hauts-fourneaux. Les bureaucrates du P C proposent une journée de larges délégations ouvrières au parlement (mais ils ne précisent pas ce que les travailleurs iraient y faire).

Mercredi 4

à Bruxelles, Debunne, tentant de prendre la parole devant les grévistes, est conspué alors qu'il s'opposait à la Marche sur Bruxelles. Comme chaque jour, une manifestation s'organise, malgré l'intervention des bureaucrates syndicaux. Des heurts violents se produisent encore une fois devant l'immeuble de la Sabena. A Gazelec, les militants syndicaux décident l'abandon de l'outil. Cette décision n'entrera jamais en application, tous les centres vitaux étant contrôlés par les forces armées.

Jeudi 5

Le mouvement s'essouffle. Des reprises partielles ont lieu à Bruxelles, en Flandre.

Le secrétaire régional FGTB est encore chahuté au cours d'une meeting à Bruxelles. La manifestation réunit quelque 8.000 manifestants qui se heurteront aux forces de l'ordre près de la Bourse. A Anvers, 15.000 grévistes continuent à réclamer la radicalisation du mouvement.

" Combat " paraît. Ce journal se fera le porte-parole des thèses fédéralistes de Renard. Préparé depuis de longs mois déjà, ce journal de combat pour un socialisme wallon voit le jour quand la lutte des travailleurs s'amoin-drit et que les perspectives révolutionnaires disparaissent.

Vendredi 6

à Liège, de nouveaux incidents se produisent. Renard prononce un discours modérateur, voire démobilisateur. Il enfourche son grand dérivatif du moment : le fédéralisme, alors qu'il aurait fallu tout mettre en oeuvre pour unifier le mouvement de lutte et ainsi renforcer la grève.

À la suite de la manifestation, les grévistes saccagent la gare des Guillemins et la Grand-Poste -s'agit-il d'une provocation délibérée comme certains faits laissent le supposer, pour discréditer le mouvement ?

Les locaux du journal réactionnaire " La Meuse " sont incendiés. Des barricades sont dressées dans les rues.

Des manifestations moins violentes se produisent à Gand, Saint-Ghislain, Bruxelles, Malines, Jemelle.

Samedi 7 et dimanche 8

décès d'un des blessés des échauffourées de vendredi à Liège : il a été abattu par un gendarme.

Les sabotages se multiplient.

5. La Fin

Lundi 9

La répression s'intensifie : 100 arrestations de grévistes à Mons, 30 à Charleroi.

Au cours des manifestations, les travailleurs souhaitent la démission des mandataires socialistes. Vaines illusions ! Ce mot d'ordre sera populaire et son application aurait pu précipiter la fin du régime sans d'inutile effusion de sang.

La gendarmerie et l'armée attaquent régulièrement les pickets de grève, provoquant ainsi leur démantèlement. De nouvelles troupes sont rappelées d'Allemagne.

Les manifestations s'intensifient dans les centres "durs" : Charleroi, Huy, à la Louvière, plus 40.000 manifestants, dont une délégation de grévistes gantois.

Le gouvernement annonce des sanctions à l'égard des enseignants en grève.

Enfin, le PSB désavoue publiquement les actes de violence, et achève ainsi de se discréditer aux yeux des travailleurs en lutte.

Mardi 10

Mr Van Acker, "socialiste", déclare sereinement à la Chambre :
"...et je comprends très bien que le gouvernement fasse le nécessaire pour le maintien de l'ordre. J'AURAIS FAIT DE MEME."
A Anvers, 20.000 manifestants défilent. De pareils rassemblements ont lieu à Gand (5.000); à Bruxelles.
Pourtant le mouvement se dégrade déjà.
Le Peuple est interdit dans les casernes d'Allemagne.

Mercredi 11

Anvers, Gand, le Ruppel : la grève s'y cantonne déjà aux activités portuaires et sidérurgiques.
A Mons, Busiau, parlementaire socialiste est copieusement hué.

Judi 12

Charleroi : de sérieuses bagarres opposent grévistes et provocateurs de la gendarmerie. Les manifestants réclament la démission des mandataires socialistes.

Vendredi 13

La reprise s'accroît en Flandre, en Wallonie également. A Saint-Servais, les élus socialistes se réunissent pour préparer une adresse au roi. La volonté des travailleurs est bafouée : ceux-ci réclamaient la démission de leurs mandataires, et non un vague texte au souverain, dont ils n'auront connaissance que le lendemain, par la presse. Saine démocratie !!
La Loi Unique est votée à la Chambre.

Week-end des 14 et 15 janvier 61

Tout est fini : les socialistes remettent leur adresse au roi.

Lundi 16

La reprise s'accroît. A Liège, de nouvelles bagarres éclatent. 2.000 grévistes défilent encore à Bruxelles.

Mardi 17

La reprise continue en Wallonie. Les travailleurs regagnent le travail en chantant l'Internationale. Sentiment de défaite ? Non bien sûr ! mais l'impression d'avoir été floué...
A Charleroi, la métallurgie, les mineurs, les tramways, le bâtiment, la chimie restent en grève.
A Liège, 2 meetings sont encore organisés.
A ce jour, 1.350 actes de sabotage ont été officiellement dénombrés

Mercredi 18

La reprise se généralise.

Judi 19

à Charleroi, 40.000 grévistes continuent encore le combat dans la métallurgie.

Vendredi 20

Les délégués syndicaux triomphent et liquident la grève. Ils organiseront un référendum secret pour samedi matin aux ACEC. Gailley est hué par 2.000 grévistes.

Week-end des 21 et 22 janvier 61

Le Comité de Coordination FGTE suspend la grève et invite les travailleurs à reprendre le travail pour le lundi 23 janvier 61.

D. TEMOIGNAGES SUR LE DEROULEMENT DE LA GREVE

+++++

(Les textes qui suivent proviennent de camarades, ouvriers et intellectuels, de La Louvière, de Liège, de Mons, de Charleroi et de Bruxelles qui ont tous participé activement aux grèves d'un bout à l'autre. Extrait de Socialisme ou Barbarie n° 32 - avril juin 1961)

Le 14 décembre, à Liège

Finalment, on se met d'accord. Le 14 décembre, la veille du mariage du roi, une manifestation réunit près de 50.000 participants en plein coeur de Liège. Surpris de la réussite de cette "journée d'action", le camarade Renard haussa le ton et harangua les ouvriers qui désiraient, tous la grève générale. "Grève générale au finish ? D'accord, décréta Renard, je prends la paternité du mouvement (sic). Mais nos camarades flamands ne sont pas prêts. Il leur faudra un certain temps. Laissez-les donc se mettre dans le bain". Tel était le langage le 14 décembre. Pas un mot sur le fédéralisme. Rien que les critiques habituelles contre la loi unique, critiques qui, à elles seules, ne pouvaient sérieusement alimenter un mouvement aussi général. Un ouvrier des ACEC (filiale de Herstal) tenta bien d'obtenir un durcissement de Renard, mais il fut rapidement "canalisé" dans la manifestation. Dès cet après-midi, il était évident qu'on n'échapperait pas à la grève générale. En bon manager syndicaliste, Renard l'avait compris et c'est pourquoi, au comité national FGTEB du 16 décembre, il "présenta" une motion en ce sens. Celle-ci fut rejetée à une faible majorité. Rien n'est plus faux que dire que la majorité contre la grève se trouvait exclusivement en pays flamand. Les régionales de Gand et d'Anvers, des sections du Ruppel et d'ailleurs, avaient voté avec les mandataires wallons.

Liège, 20 décembre

Le mardi 20 décembre des employés communaux partent en grève. Les ouvriers décident de les épauler malgré l'opposition de la FGTEB. Le 20, les ouvriers de Cockerill-Ougrée abandonnent le travail, un délégué syndical qui avait voulu s'opposer à leur mouvement est hospitalisé. Ils se rendent en groupe à l'Espérance Longdoz et obligent les ouvriers de cette usine à débrayer malgré l'opposition des délégués syndicaux. Puis, ils obligent les tramways de Liège-Seraing à rentrer au dépôt. Le même phénomène se passe à Jemeppe et à Flémalle - 3 grosses usines métallurgiques l'Espérance de Jemeppe, les Tubes de la Mousset Phénix Workx

Commentaire sur le fédéralisme wallon

A aucun moment, entre Noël et le Nouvel An, le fédéralisme ne fut le thème des discours durant les manifestations en Wallonie. Bien mieux : au soir du 30 décembre, après les incidents de la SABENA, à Bruxelles, l'affiche de la FGTB, coq wallon sur fond jaune, disparut de la circulation, certains responsables estimant qu'il s'agissait d'un mot d'ordre dépassé - et, en fait, il l'avait toujours été... Pourquoi, dès lors, à la reprise du débat de la loi unique, le 3 janvier, y eût-il la réunion des députés socialistes wallons, fait unique dans les annales parlementaires ? Simplement parce que la FGTB réservait au parti le soin de prendre la responsabilité d'une diversion politique. Les députés socialistes s'étaient opposés bruyamment à tout ajournement du débat, le 23 décembre, au soir, on fut ainsi surpris doublement par une opposition "légale" qui, le 3 janvier ne fit rien pour porter la question de la loi unique dans la rue. Au contraire ils cherchaient la voie de garage où loger désespérément la ténacité des travailleurs. Cette voie fut le fédéralisme. Violents, phraseurs révolutionnaires, le 23 décembre, les socialistes redevinrent, dès le 3 janvier, l'opposition respectueuse de Sa Majesté Eyskens, déjà responsable de la mort d'un gréviste, d'arrestations sans nombre, etc. Au soir du 3 janvier, le fédéralisme, était devenu un moyen d'enterrer la grève.

La fin de la grève

Le 11 janvier, nouveau congrès d'Action Commune, Merlot annonce que les députés socialistes ne démissionneront pas. Les Flandres et Bruxelles abandonnent le combat. A partir du 16 janvier les grévistes découragés reprennent un à un le travail. Il ne reste plus dans le combat que la grosse industrie (métallurgie et sidérurgie). Ceux-là sont décidés à tenir aussi longtemps qu'il le faudra mais Renard leur annonce le 18 janvier que les caisses sont vides, qu'ils sont seuls dans la lutte et qu'il vaut mieux reprendre le travail. Voilà comment se termine le 23 janvier ce qu'on a appelé la grève du siècle.

Après la grève

Les travailleurs jugent durement leurs dirigeants. Sur le plan politique ils n'ont plus confiance aux politiciens toujours trop rapides au compromis. Sur le plan syndical, il n'a pas été digéré que la FGTB n'ait jamais décrété la grève générale et réalise pour une fois l'union totale entre les flamands et les wallons.

Les travailleurs, pris individuellement, sont tous hostiles à leurs directions mais ils ne le disent pas collectivement : on est mécontent des cadres syndicaux, mais on reconnaît qu'il était, après tout, " normal " qu'ils viennent diriger la grève, puisqu'ils ont été élus pour défendre les travailleurs. Il y a donc une confusion sur les responsabilités, la trahison étant attribuée tantôt au parti socialiste plutôt qu'au syndicat, et tantôt inversement. Beaucoup gardent des illusions de revanche par la victoire du PSB aux élections.

QUI ECRIT LIAISONS ?

Pour les premiers numéros, un groupe bien défini de quelques camarades a écrit les articles. Ce qu'il ne faut pas, c'est que Liaisons devienne un organe semblable à la majorité des revues d'extrême-gauche où des pontifes de la révolution, d'une secte bien précise, pissent de la copie à longueur d'années.

Les colonnes de Liaisons sont ouvertes aux groupes, comités d'action, de grève, etc...issus de la base, et qui veulent sans être noyautés par une secte politique, exprimer leur point de vue, diffuser une information ou un communiqué.

Tout camarade isolé, même ne faisant pas partie du groupe initial, et qui possède des informations sur une grève, sur une intervention arbitraire de la police, ou tout autre sujet intéressant la situation sociale, peut se mettre en rapport avec nous, nous envoyer un article ou nous aider à en rédiger un.

Le fait que cette revue paraisse en français ne doit pas empêcher les camarades flamands ou étrangers d'y participer. Seul le manque de moyens nous empêche de sortir ce journal en plusieurs langues; mais on peut y passer des articles en n'importe quelle langue.

Les camarades qui le demandent peuvent recevoir 10, 20, ... exemplaires pour la diffusion.

Tous les textes rassemblés dans Liaisons doivent être considérés comme une base de discussions. Nous recevrons avec plaisir toute critique objection, observation.

Les informations : Nous tentons de mettre dans les mains des travailleurs des informations qui peuvent être utiles dans la lutte quotidienne contre le patronat.

Les Liaisons : Nous tentons de mettre en contact les individus ou les groupes dont les expériences doivent être rapprochées ou confrontées pour gagner en efficacité.

COLLABORATION à LIAISONS :

Collaborer à Liaisons, régulièrement ou occasionnellement ne signifie en aucun cas se faire récupérer par une quelconque chapelle. On y dit ce que l'on a à dire et c'est tout.

Pour que Liaisons soit efficace, il faut que les contacts soient nombreux, c'est pourquoi, nous organisons des réunions d'information et de discussion.

Réunions : à Bruxelles, Liège, Quaregnon.

Ecrivez-nous pour avoir des informations à ce sujet.

LIAISONS BP 12 IXELLES 2
1050 BRUXELLES

BASE DE DISCUSSION

"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"

La transformation radicale de notre société ne peut se faire que par un mouvement révolutionnaire du prolétariat. Les autres catégories socio-économiques et les mouvements de révolte qui en sont issus jouent un rôle d'appoint dans la mesure de leur exploitation par le capitalisme.

L'expérience des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats, montre qu'elles ne sont que des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Les bureaucraties syndicales servent d'intermédiaires sur le marché du travail, elles utilisent les luttes ouvrières pour des buts politiques, elles sont des auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne. D'autre part, depuis toujours, le système parlementaire n'est que le paravent des oligarchies et bureaucraties privées ou d'Etat.

Les soi-disant partis et avant-gardes révolutionnaires, qui se prétendent seuls détenteurs de la conscience de classe et de la voie vers la révolution, et qui reproduisent la distinction traditionnelle entre dirigeants et dirigés, ne peuvent aboutir au maximum qu'à une nouvelle situation de domination et d'exploitation ne modifiant en rien les rapports de production.

Nous estimons, quant à nous, que l'avènement d'une société nouvelle sera l'oeuvre de l'ensemble des travailleurs qui créeront eux-mêmes leurs propres organes de décision, les Conseils Ouvriers, assumant ainsi directement la responsabilité de leur lutte. Les Conseils Ouvriers sont l'émanation directe du pouvoir ouvrier, les délégués élus se trouvant sous le contrôle immédiat et permanent de l'ensemble des travailleurs.

Dans cette optique, "Liaisons" se définit comme un regroupement de camarades, aux fins d'information mutuelle et de liaison entre les travailleurs qui veulent coordonner leurs luttes. "Liaisons" se solidarise avec l'action de groupes analogues dans d'autres pays.

Notre regroupement n'entend tomber ni dans l'activisme, ni dans l'intellectualisme, en dissociant travail pratique et travail théorique, car aucun aspect de la réalité sociale n'est indépendant de son ensemble. Aussi, le rôle de ses publications sera-t-il de diffuser des informations à tous les niveaux, des articles de combat, des analyses de situations et des études théoriques.

Editeur responsable : J. De Smet, 12, rue de l'Artichaut,
1040 Bruxelles (pas de correspondance, s.v;p.)